

# LA SECONDE GUERRE DE TCHETCHENIE : LES ASPECTS POLITICO-MILITAIRES

PAR

ISABELLE FACON (\*)

Fin août 1996, Moscou et Grozny signent les accords de Khasaviourt, dont le Kremlin n'a jamais véritablement accepté la légitimité. Non seulement ces accords rappellent et symbolisent l'incapacité des forces fédérales à réduire la république indépendantiste lors d'un premier conflit (décembre 1994-août 1996), mais ils ouvrent, de surcroît, la possibilité pour la Tchétchénie de se séparer à terme de la Fédération de Russie. Trois ans plus tard, les forces russes interviennent de nouveau en Tchétchénie, une intervention légitimée par l'incursion de « rebelles » tchétchènes sur le territoire du Daghestan, république caucasienne voisine (août 1999), et par une vague d'attentats imputée aux « terroristes » tchétchènes.

De l'avis de l'ensemble des experts russes et occidentaux, les « performances » de l'armée russe, dans cette seconde guerre de Tchétchénie, sont meilleures qu'en 1994-96. Les échecs des forces russes furent alors tellement lourds que ce premier conflit comptait au nombre des éléments retenus dans le cadre de la procédure de destitution engagée contre le président Eltsine en 1999. De fait, il apparaît que le degré d'impréparation des forces fédérales – en grande partie des unités composées d'hommes issus de services et de ministères différents, jugées aptes au combat dès lors qu'elles atteignaient un certain niveau d'effectifs, quelle que fût par ailleurs la qualité des personnels enrôlés et leur capacité à combattre ensemble – conjugué à la crise aiguë que traversait l'armée russe depuis plusieurs années, causa sans doute davantage de pertes du côté russe que les actions de forces adverses aguerries et soutenues par une grande partie de la population locale.

## UN ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET PSYCHOLOGIQUE DIFFÉRENT

L'environnement politique et psychologique dans lequel s'est inscrite la seconde « campagne tchétchène » a été, d'une façon générale, beaucoup plus

(\*) Chargée de recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique. Directrice du séminaire « La Russie face à son nouvel environnement géopolitique » au Collège Interarmées de Défense.

favorable aux forces fédérales. Cela est d'autant plus notable que, comme dans la première guerre, les opérations militaires ont été motivées autant par les ambitions politiques des acteurs moscovites que par le besoin de protéger l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie et de rétablir l'ordre constitutionnel. Dans le cas du premier conflit, le président Eltsine, en mal de popularité à un an des élections législatives, s'était laissé convaincre par son entourage proche qu'une victoire rapide contre les indépendantistes tchéchènes pourrait servir ses intérêts. Dans le second, le même Boris Eltsine, à quelques mois d'une présidentielle pour laquelle il ne pouvait se représenter et alors que la procédure de destitution engagée contre lui par le Parlement l'alarmait quant à son sort possible, voulait assurer ses arrières. Pour ce faire, il aménagea les conditions pour pouvoir désigner, *de facto*, son successeur. Son choix se porta sur Vladimir Poutine, méconnu de l'opinion publique en 1999 mais dont Boris Eltsine espérait qu'une fois parvenu aux plus hautes fonctions de l'Etat il lui garantirait l'immunité. Dans cette stratégie, les événements dans le Caucase ont de toute évidence constitué un instrument fort utile. Cependant, pour différentes raisons et contrairement à ce qui se produisit dans le cas du premier conflit, l'opinion publique russe ne s'est guère offusquée de ce que des enjeux purement politiques aient pu motiver en grande partie la décision d'entrer de nouveau en guerre en Tchétchénie.

Dans la première guerre, les forces russes eurent beaucoup à pâtir des tensions entre le pouvoir politique et les responsables militaires. Ces derniers étaient d'autant plus hostiles à la décision d'intervenir dans le Caucase du Nord que la majorité d'entre eux avaient été écartés des processus qui avaient produit cette décision. En outre, ils craignaient que la campagne militaire ne dégrade encore davantage l'image de l'armée auprès de l'opinion publique, qui ne reconnaissait pas la légitimité de cette décision (1). En 1999, la détermination des responsables russes, civils comme militaires, est apparue nettement plus forte qu'en 1994-96. Dès la signature des accords de 1996 (2), différents signes tendent à montrer que le Kremlin n'entend pas aller jusqu'au bout de la logique de ces textes, qui dictent une renégociation du statut de la Tchétchénie et envisagent donc *de facto* le départ de la république caucasienne, au risque de miner plus avant la cohésion de la Fédération de Russie, déjà mise à mal par l'affaiblissement considérable du pouvoir central.

Il est délicat de faire entièrement et objectivement la lumière sur le contenu réel de la politique russe à l'égard de la Tchétchénie depuis la fin de la première guerre. Il semble cependant que la république n'ait pas reçu

(1) L'opinion publique s'indigna en effet de constater que les autorités envoyaient combattre en Tchétchénie des jeunes conscrits mal entraînés, quand ils l'étaient. On peut parler d'une redite, à une échelle sans doute moindre, du « syndrome afghan », qui vit l'opinion soviétique, traumatisée par le retour en masse de conscrits dans des cercueils, décrier l'institution militaire.

(2) Qui furent suivis d'un accord de paix en mai de l'année suivante.

les aides promises par le pouvoir central russe en vue de promouvoir sa reconstruction et son développement, en tout cas pas dans les montants décidés au lendemain du conflit. La profonde crise économique et sociale qui s'est, en conséquence, aggravée en Tchétchénie a largement favorisé le pourrissement de la situation politique dans cette république (3), auquel s'est ajouté le développement de la criminalité organisée. Tous ces éléments contribueront en tout cas à discréditer l'autorité du président Maskhadov (4), déjà déstabilisé par les forces d'opposition tchétchènes qui le poussent à la confrontation avec Moscou. Un élément qui semble conforter l'analyse selon laquelle le Kremlin aurait poursuivi une stratégie délibérée visant à épuiser moralement la population tchétchène et à envenimer le climat social et politique interne réside dans les réticences manifestes de Moscou à maintenir le dialogue avec Aslan Maskhadov, qui tient pourtant des positions relativement modérées. La décision prise au lendemain de la première guerre de maintenir de manière permanente en Tchétchénie des forces de la région militaire Caucase Nord tend à confirmer que le Kremlin n'a jamais eu l'intention de laisser la république indépendantiste quitter la Fédération de Russie sans réaction.

L'humiliation ressentie par les responsables militaires face à la déconfiture de leurs forces sur le terrain tchétchène en 1994-96 a largement contribué à, sinon effacer, du moins gommer la répugnance du ministère de la Défense à engager ses forces à l'intérieur du pays. En 1996, les militaires sont résolus à conduire la réforme des armées de manière à faire face à des opérations militaires du type de celles de la première guerre. La région militaire Caucase Nord apparaît rapidement comme une « région-pilote » des efforts menés dans cette perspective (5). Dans ce cadre, la volonté de tenir compte des « leçons » du premier conflit est clairement affichée : accent sur la mobilité des forces, efforts en vue d'augmenter la puissance de feu des unités et de renforcer les activités d'entraînement (négligées depuis 1992 dans la répartition des budgets militaires au profit du fonctionnement et de l'accompagnement social des militaires démobilisés)... L'intention est apparemment forte de faire porter un effort particulier sur la formation de l'infanterie et des unités aéroportées au combat en terrain montagneux, forestier et urbain. Un autre souci majeur des autorités militaires russes est de systématiser l'interopérabilité entre les forces du ministère de la Défense et les

(3) Beaucoup d'experts affirment que Moscou a plus ou moins directement contribué à la déstabilisation de la zone Caucase Nord dans son ensemble au cours des dernières années (C.W. BLANDY, « Chechnya : Two Federal Interventions. An Interim Comparison and Assessment », Conflict Studies Research Centre, janvier 2000, p. 24). Nombre de scénarios jugent plausible l'idée selon laquelle la déstabilisation au Daghestan, qui a donné le signal de départ aux opérations russes en Tchétchénie, aurait été orchestrée par des personnalités proches du pouvoir fédéral russe en complicité avec certains chefs tchétchènes, ou encore que les attentats qui ont servi de justification à l'engagement des forces russes en Tchétchénie auraient été commandités par les autorités russes elles-mêmes.

(4) Elu président de la Tchétchénie en janvier 1997.

(5) Voir Steven J. MAIN, « North Caucasus Military District : Defending Russia's Interests in the Caucasus (1996-August 1999) », Conflict Studies Research Centre, juin 2000, pp. 39-42.

autres « structures de force » (6), dont certaines avaient été mises à contribution dans la première guerre de Tchétchénie.

Au nombre des hommes qui ont pris en main ces efforts de réforme, puis qui ont joué un rôle de premier plan dans la seconde campagne tchéchène, figurent des « grands noms » de la première guerre. Le général Anatolii Kvachnine, nommé à la tête de l'Etat-Major général en mai 1997, avait été nommé commandant de la région militaire (VO, *voennyi okroug*) Caucase Nord en février 1995, poste qu'avaient refusé avant lui plusieurs généraux. C'est l'un des compagnons d'arme du général Kvachnine pendant la première « guerre tchéchène », le général Viktor Kazantsev, qui est nommé commandant de la VO Caucase Nord au lendemain de la première guerre de Tchétchénie. Cette nomination (7) confirme la volonté du Haut Commandement russe d'utiliser les leçons de la première guerre dans la définition des axes de la réforme des armées. D'ailleurs, le général Kazantsev sera désigné pour commander le Groupe des forces fédérales (*obedinnenaïa grouppirovka voïsk*, OGV) engagé en Tchétchénie à l'automne 1999 (8). Un de ses adjoints, le commandant du Groupe de forces « Ouest » (9), le général Chamanov, a servi en Afghanistan puis dans différents conflits dans le Caucase avant de jouer un rôle clef dans la première guerre de Tchétchénie (10), des expériences sans doute jugées précieuses pour la conduite d'une nouvelle campagne tchéchène. Le général Trochev, autre adjoint du général Kazantsev en tant que commandant du Groupe de forces « Est », a également participé à la première guerre de Tchétchénie. Ces éléments « personnels » ont probablement fait une différence avec le premier conflit, pour lequel les autorités russes ont eu peine à trouver des volontaires pour mener les forces fédérales dans le Caucase. Parmi les nombreux officiers généraux qui avaient exprimé leur opposition à la guerre, certains bénéficiaient d'une expérience qui aurait pu être utile dans les opérations dans le Caucase (11).

De fait, les relations civilo-militaires sont apparues, en 1999-2000, beaucoup moins tendues que dans le premier conflit. Non seulement les autorités civiles, dont il paraît aujourd'hui clair qu'elles ont largement instrumenta-

(6) Il s'agit de l'ensemble des institutions et organismes d'Etat auxquels sont rattachées des forces armées : ministère de l'Intérieur (MVD), Service fédéral des gardes-frontières (FPS), Service fédéral de sécurité (FSB), ministère des Situations d'urgence (MTchS), pour ne citer que les principaux.

(7) Le général Kazantsev a fait une grande partie de sa carrière dans la région militaire (VO) Transcaucasie du temps de l'URSS avant de devenir premier adjoint du commandant de la VO Caucase Nord puis commandant de cette même VO.

(8) En mai 2000, le général Kazantsev a été nommé représentant du Président pour la région administrative « Sud », qui englobe le Caucase du Nord.

(9) Trois « groupes de forces » (est, ouest, nord) ont été formés pour la seconde guerre.

(10) Dans ce cadre, il fut adjoint du commandant des forces fédérales, dont il deviendra par la suite commandant.

(11) Voir, notamment, Roy ALLISON, « The Chechenia Conflict : Military and Security Policy Implications », in Roy ALLISON, Christopher BLUTH (dir.), *Security Dilemmas in Russia and Eurasia*, RIIA, 1999, p. 246.

lisé le conflit à des fins liées aux échéances électorales (12), ont nettement affiché la fermeté de leur engagement à mener l'opération à son terme et leur soutien inconditionnel aux responsables militaires. Elles ont également signifié à ces derniers qu'elles leur reconnaissaient la compétence pour ce qui touchait aux modalités opérationnelles de la conduite du combat en Tchétchénie et qu'elles étaient prêtes à leur réserver une certaine latitude décisionnelle sur le terrain. La différence est sensible par rapport à la première guerre, qui avait fortement divisé la haute hiérarchie militaire. Les commandants des forces russes en Tchétchénie avaient reproché aux autorités politiques l'ambiguïté de leur soutien aux opérations en cours dans le Caucase. De fait, le Kremlin, qui avait à plusieurs reprises imposé moratoires sur les opérations militaires et cessez-le-feu (13), tendait à faire porter sur les militaires la responsabilité des pertes humaines (côté russe comme côté tchétchène) et des lourdes destructions en Tchétchénie tant décriées par l'Occident, les media et l'opinion publique (14). Autant d'éléments qui avaient pour beaucoup contribué à la fragilité du moral des troupes engagées sur le terrain.

Les conditions psychologiques de l'engagement des forces, surtout à l'intérieur du pays, constituent un paramètre déterminant du succès d'une opération militaire : tel est l'un des principaux enseignements que les autorités russes ont tirés de la première guerre de Tchétchénie. D'une part, le fait que les relations entre le pouvoir politique et les autorités militaires soient à la fois moins « tumultueuses » et plus claires que lors du premier conflit a aidé les militaires engagés en Tchétchénie à donner un sens et une légitimité à leurs actes. D'autre part, les autorités russes se sont attachées à mieux conduire la « guerre de l'information » (15). Le Kremlin a capitalisé sur le sentiment d'insécurité extrême de la population russe au lendemain de la vague d'attentats terroristes de l'automne 1999. La campagne militaire en Tchétchénie a été abondamment décrite par les autorités civiles et militaires

(12) D'autres enjeux sont évidemment entrés en compte, de la « crédibilité » de la Russie en tant que point de transit pour les hydrocarbures de la Caspienne à la nécessité d'endiguer le développement de la criminalité et des trafics en tous genres dans la région en passant par les risques de déstabilisation en chaîne du Caucase du Nord.

(13) Timothy L. THOMAS, « A Tale of Two Theaters : Russian Actions in Chechnya in 1994 and 1999 », *Analysis of Current Events*, vol. 12, n<sup>os</sup> 5-6, septembre 2000 (disponible sur le site du Foreign Military Studies Office à l'adresse suivante : <http://call.army.mil/call/fmso/fmsopubs/issues/chechtale.htm>). C. Blandy, du Conflict Studies Research Centre, souligne que les ambiguïtés qui en ont découlé ont contribué à miner l'efficacité des forces militaires russes en Tchétchénie : « *L'action militaire robuste, concertée, coordonnée a toujours été restreinte par [l']approche duale de force et de négociation* », « Chechnya : Two Federal Interventions, An Interim Comparison and Assessment », *op. cit.* p. 20.

(14) Ce souvenir est d'autant plus cuisant dans la mémoire des militaires russes que les dirigeants civils avaient eu le même comportement dans les dernières années de la *perestroïka* : après avoir ordonné à l'armée d'intervenir contre les manifestants en Géorgie, en Azerbaïdjan et dans les pays Baltes, ils avaient laissé la presse dénoncer les crimes de l'armée.

(15) Pour une comparaison sur la conduite de la « guerre de l'information » entre la première et la seconde guerre, voir Timothy L. THOMAS, « Manipulating the Mass Consciousness : Russian and Chechen » *Information War « Tactics in the 2nd Chechen-Russian Conflict* », sur le site Internet du Foreign Military Studies Office, à l'adresse suivante : <http://call.army.mil/call/fmso/fmsopubs/issues/chechiw.htm>. Cet auteur évoque, entre autres, l'usage que les deux parties ont fait de l'outil Internet.

comme une nécessaire réponse au terrorisme. Le fondement de la démarche de légitimation de la guerre par le Kremlin est résumé par Vladimir Poutine dès septembre 1999, alors que les forces russes n'en ont pas encore complètement terminé avec les « rebelles islamiques » tchéchènes qui se sont introduits au Daghestan le 7 août 1999 : « *Nous avons la base légale voulue... Nous qualifions les actes des groupes de bandits d'acte de terrorisme international* (16) *et nous utilisons ceci comme fondement* » des opérations militaires dans le Caucase (17). En conséquence, l'opinion publique russe a soutenu longtemps l'opération en Tchétchénie (18), apparaissant à ses yeux « *comme une guerre non pour l'intégrité territoriale, ou pour l'ordre constitutionnel, mais pour la sécurité de la société* » (19). Plus que les efforts, d'ailleurs plus ou moins vigoureux, des autorités russes pour justifier la légitimité de l'opération d'un point de vue légal (20), c'est donc l'argument terroriste qui a emporté l'adhésion des citoyens russes. Ces positions de l'opinion, auxquelles s'est ajouté le consensus quasi entier au sein de la classe politique russe sur le bien-fondé de la guerre (21), ont offert aux forces fédérales une plus grande confiance dans la « validité » des missions qui leur sont assignées que dans la première guerre. Au moins dans un premier temps, les media, sous contrôle (22), ont couvert la guerre d'une façon globalement plutôt favo-

(16) La nouvelle doctrine militaire d'avril 2000 souligne le caractère transnational de la menace terroriste. Elle dénonce « *la création, l'équipement et l'entraînement sur le territoire d'autres Etats de formations et de groupes armés en vue de les déployer pour des opérations sur le territoire de la Fédération de Russie et de ses alliés* », une menace dont le Kremlin estime qu'elle a pris forme en Tchétchénie. Depuis le début des troubles dans le Caucase du Nord, en effet, les officiels russes affirment que des mercenaires mandatés par des pays étrangers soutiennent les *boeviki* tchéchènes et que ces derniers reçoivent des armes de l'extérieur.

(17) Cité in Steven J. MAIN, « 'Counter-Terrorist Operation' in Chechnya : On the Legality of the Current Conflict », in Anne C. ALDIS (dir.), *The Second Chechen War*, Conflict Studies Research Centre, Sandhurst, juin 2000, p. 23.

(18) Un sondage réalisé par le VTsIOM entre le 17 et le 20 décembre 1999 est éloquent quant aux « sentiments » de l'opinion à l'égard des Tchétchènes suite aux attentats : 54 % des 1 600 personnes interrogées estimaient que les actes des forces russes en Tchétchénie étaient suffisamment humains (voire trop humains, pour 14 autres %, contre seulement 18 % qui les jugeaient trop peu humains). Sur 1 600 personnes interrogées par le même institut entre le 30 juin et le 4 juillet 2000, 52 % considéraient que les opérations des forces fédérales en Tchétchénie n'étaient pas suffisamment dures et décisives. L'ensemble des sondages indique que 45 à 50 % de la population russe soutiennent toujours la « politique » des autorités en Tchétchénie, même s'il convient par ailleurs de souligner que ce soutien s'est progressivement érodé au cours des derniers mois.

(19) Dmitriï TRENINE, « Tchetchnia : Voennye Itogui i Mirnye Perspektivy » [Tchétchénie : bilan militaire et perspectives de paix], *Briefings du Centre Carnegie de Moscou*, tome 2, n° 1, janvier 2000, p. 2. Un expert américain met en exergue un autre élément qui a joué en faveur de la partie russe dans la guerre de l'information : les nombreux kidnappings commis en Tchétchénie entre les deux guerres ont fait que l'opinion « *ne voyait plus les Tchétchènes comme un petit peuple séparatiste luttant pour défendre son territoire contre des attaques aveugles* », une évaluation largement partagée au sein de l'opinion publique internationale mais aussi russe dans la première guerre (Timothy L. THOMAS, « Manipulating the Mass Consciousness : Russian and Chechen 'Information War' Tactics in the 2nd Chechen-Russian Conflict », *op. cit.*).

(20) A ce sujet, voir Steven J. MAIN, « 'Counter-Terrorist Operation' in Chechnya : On the Legality of the Current Conflict », *op. cit.*, pp. 19-37. L'illégalité de la première guerre avait été amplement dénoncée par ses détracteurs civils et militaires russes.

(21) Seul Grigorii Iavlinskiï, qui dirige le parti d'opposition libérale modérée Iabloko, s'est opposé à la « politique » de la Russie en Tchétchénie. Même le maire de Moscou, Iouriï Loujkov, bien que critiquant les choix tactiques des autorités russes, a appuyé la ligne du Kremlin (*Interfax*, 1<sup>er</sup> novembre 1999).

(22) La censure a joué à plein, l'information sur la guerre, russe ou étrangère, devant être vérifiée par les autorités russes avant publication dans la presse. Les journalistes nationaux et étrangers, du reste beaucoup moins nombreux que dans le premier conflit à être prêts à courir le risque de se rendre dans une zone d'aussi grande insécurité que la Tchétchénie, n'ont eu qu'un accès très restreint au terrain. Certes, la presse

nable aux intérêts russes : profusion d'articles sur les exactions commises par les « chefs de guerre » tchétchènes entre les deux guerres, commentaires positifs sur l'armée et ses performances en Tchétchénie, etc. Or, la première guerre avait été un véritable « *fiasco de relations publiques pour l'armée russe* » (23). Celle-ci, dont les divisions internes sur le thème du conflit tchétchène avaient été abondamment commentées par la presse, était demeurée quasi silencieuse pendant les premiers mois de la guerre. En outre, l'opinion publique n'était pas suffisamment préparée à la guerre, en conséquence de la précipitation avec laquelle la décision avait été prise et de l'absence manifeste de consensus sur la question au sein des élites politiques et militaires. En revanche, les « rebelles » tchétchènes utilisèrent largement les media pour diffuser des images écrites ou visuelles démontrant aussi bien l'impréparation des forces fédérales que les exactions et violences auxquelles elles se livraient, tandis que les opposants russes à la guerre (civils comme militaires) multipliaient les déclarations publiques et les articles critiques. Dans la seconde guerre, le général Valériï Manilov, porte-parole et n° 2 de l'Etat-Major général russe, a mobilisé les media, s'exprimant régulièrement sur les ondes et dans la presse écrite sur la légitimité de la guerre, les « succès » de l'armée russe, les moyens employés pour minorer les pertes dans les rangs des forces russes, etc. La destruction d'une grande partie du réseau de distribution d'électricité par les frappes aériennes russes a largement réduit la capacité des Tchétchènes, dont l'accès à la presse russe a été nettement plus restreint que dans le premier conflit, à mener leur propre guerre de l'information.

Par ailleurs, le pouvoir russe a mis l'accent sur son attachement à limiter au maximum les pertes humaines dans les forces fédérales, un autre facteur essentiel de l'adhésion de l'opinion publique et des forces sur place. Les autorités militaires russes ont expliqué cette ligne à la fois par les leçons de la première guerre de Tchétchénie et par les frappes de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie. Ainsi, un trait marquant de la tactique des forces russes a résidé dans le recours massif aux frappes aériennes et d'artillerie, répondant au souci d'éviter les combats rapprochés dans lesquels les forces fédérales, dans la première guerre, n'avaient eu que très rarement le dessus et avaient essuyé des pertes considérables. En général, les forces fédérales ont procédé ainsi : encerclement du village ou de la ville qu'elles veulent investir, frappes aériennes et/ou d'artillerie massives pour forcer les « rebelles » tchétchènes à quitter les lieux ; une fois telle ou telle localité tombée entre les mains des forces russes, procédure d'investigation,

a commencé à exprimer des réserves et des critiques lorsque les forces russes ont rencontré de grandes difficultés autour de Grozny et dans d'autres grandes villes tchétchènes dans les deux premiers mois de 2000. Mais ces critiques n'ont pas été « insistantes », le pouvoir politique n'hésitant pas à prendre des mesures d'intimidation à l'égard de la presse, une politique dont « l'affaire Babitskiï » n'est que l'illustration la plus saillante.

(23) Timothy L. THOMAS, « A Tale of Two Theaters : Russian Actions in Chechnya in 1994 and 1999 », *op. cit.*

par ces dernières, de la « cible géographique » suivante (au moyen de drones, hélicoptères, patrouilles au sol et autres procédés de reconnaissance), feu aérien et/ou d'artillerie puis engagement des forces au sol... Dès la mi-septembre 1999, les forces russes bombardaient les bases présumées des *boeviki* dans le sud de la Tchétchénie et à sa frontière avec le Daghestan, dans le souci de « *démoraliser les rebelles et de reporter le plus longtemps possible l'introduction de forces terrestres* » (24). Il faut remarquer que les experts divergent sur l'ampleur réelle des interventions des forces aériennes dans le cadre de la seconde guerre, certains soulignant que c'est principalement l'artillerie qui a appuyé les forces fédérales. La chose est difficile à vérifier compte tenu de la rareté et du manque de fiabilité de l'ensemble des informations disponibles sur les opérations militaires dans le Caucase du Nord. Les forces aériennes ont de toute façon joué un rôle substantiel (reconnaissance et frappes) dans les premiers temps de la guerre, tandis que les forces terrestres encerclaient progressivement la Tchétchénie. Les autorités militaires russes ont en tout cas mis un accent particulier sur l'importance du facteur aérien dans la campagne en Tchétchénie (25), ce qui correspond à un double objectif : montrer à l'Occident qu'elles ont « étudié » et intégré les leçons des procédés otaniens dans les Balkans ; rassurer, ce faisant, l'opinion publique sur la volonté du pouvoir politique de préserver les forces fédérales.

Lorsque le second conflit s'engage, et l'effet des frappes aériennes aidant, la population tchétchène, moralement lasse et économiquement exsangue, se réfugie en masse vers l'Ingouchie voisine. Cette situation a eu un impact sur les combattants tchétchènes, dans la mesure où elle les a privés d'une partie de la solidarité et du soutien que la population leur avait accordés lors du premier conflit. Cette circonstance négative pour les forces tchétchènes s'ajoute, dans la liste des difficultés rencontrées par les « rebelles » tchétchènes dans cette guerre, à leurs propres divisions. Au fil des ans, en effet, se sont formés différents clans dont les intérêts et ambitions ne sont pas nécessairement conciliables. Ces changements ont constitué autant d'atouts pour les forces russes. D'ailleurs, les frappes aériennes et d'artillerie visaient également à pousser les populations tchétchènes à faire pression sur les forces rebelles pour qu'elles abandonnent leurs positions dans les zones d'habitation (26). De fait, dans certaines villes ou villages, les populations ont

(24) *Ibid.*

(25) Le commandant en chef des forces aériennes russes (VVS), le général A. Kornoukov, a ainsi expliqué que « *L'emploi des forces aériennes pour la destruction des groupes terroristes au Daghestan et en Tchétchénie a une fois encore montré qu'obtenir le succès dans les opérations terrestres... est actuellement impensable sans la conquête et le maintien de la supériorité aérienne* ». Et d'énumérer les missions affectées aux VVS dans le cadre de la guerre : soutien aérien aux forces fédérales, blocus de la zone de conflit, destruction des points d'appui, bases, dépôts et réserves des forces adverses, minage des routes et voies empruntées par les formations rebelles, pression psychologique sur les *boeviki*, reconnaissance aérienne, acheminement de troupes et de fret (« *Kontrterroristicheskaïa operatsiia : osnovnye ouroki i vyvody* » [L'opération contre-terroriste : principales leçons et conclusions], Dossier spécial, in *Voennaïa Mysl'*, n° 4, juillet-août 2000, p. 5).

(26) Michael ORR, « Russia's Chechen War Reaches Crisis Point », *Jane's Intelligence Review*, octobre 2000, p. 16.



préféré négocier avec les forces russes pour éviter que leur localité ne soit détruite (27). Là encore, une « leçon » de la première guerre a été prise en compte : à l'époque, une des dimensions de l'impréparation des forces russes avait été une grande négligence quant à l'évaluation des intentions de la population tchétchène et des républiques caucasiennes voisines, et donc une sous-estimation du soutien que la population était susceptible d'apporter aux guérillas tchétchènes. D'une façon générale, l'ensemble des experts qui se sont penchés sur les raisons de la débâcle des forces russes en Tchétchénie en 1994-96 désignent l'ignorance coupable des militaires russes sur l'état et les capacités des forces adverses comme un facteur majeur des échecs subis.

#### UN RAPPORT DE FORCES BEAUCOUP PLUS FAVORABLE AUX FORCES RUSSES

Préparée à la perspective d'un nouveau conflit, concentrant une partie des efforts de réforme militaire sur les unités déployées dans le Caucase, l'armée russe a réussi à mobiliser de 90 à 120 000 hommes au début des opérations (28), soit une force deux à quatre fois plus importante que dans la première guerre (29). Cette différence quantitative ne relève pas uniquement du plus grand réalisme dont ont cette fois-ci fait preuve les autorités militaires russes (30). Elle laisse également à penser que, dès le départ, l'objectif de l'opération « contre-terroriste » n'était pas uniquement d'instaurer un cordon sanitaire à la frontière tchétchène et d'écraser les formations rebelles, mais bien de contrôler tout ou partie du territoire de la république indépendantiste. Cette supériorité en hommes (conjuguée à la supériorité en puissance de feu) a joué un rôle évident dans le succès relatif rencontré par les forces russes face aux formations tchétchènes. Les effectifs de ces dernières sont

(27) Selon certains experts, le soutien des milices de Beslan Gantemirov, ancien maire de Grozny démis en 1998 pour détournement de fonds octroyés par Moscou pour la reconstruction de la capitale tchétchène, a également aidé les forces russes à établir le contact avec les populations tchétchènes. En novembre 1999, les autorités russes avaient libéré Gantemirov, dans l'espoir qu'il saurait user de son influence en Tchétchénie pour servir les intérêts russes. Il fonde alors une milice pro-russe composée de Tchétchènes. Par la suite, il sera appelé dans le nouveau gouvernement tchétchène pro-russe, instauré en juin 2000 et dirigé par Akhmat Kadyrov. B. Gantemirov a été de nouveau nommé maire de Grozny en octobre 2000.

(28) Les deux tiers provenant du ministère de la Défense. A partir de février 2000, après la prise de Grozny par les forces russes, la présence russe commence à se réduire, pour atteindre 80 000 hommes en avril 2000 (les effectifs actuels sont difficiles à chiffrer). La région militaire (VO) Caucase Nord a été le principal « fournisseur » en hommes pour cette force, mais d'autres VO ont également été mises à contribution.

(29) Selon Pavel Felgengauer, un des commentateurs spécialistes des questions militaires russes les plus connus, les forces fédérales russes ne comptaient qu'un peu moins de 25 000 hommes lorsqu'elles entamèrent les opérations en Tchétchénie en décembre 1994, et leurs effectifs n'auraient jamais excédé 45 000 hommes. (« Russia's Forces Unreconstructed », *Perspective*, vol. 10, n° 4, mars-avril 2000).

(30) Le général Gratchev, ministre de la Défense de 1992 à 1996, avait déclaré que l'armée prendrait Grozny avec un régiment d'assaut aéroporté en deux heures... Une des raisons majeures de l'impréparation des forces russes en Tchétchénie dans la première guerre était la conviction de Pavel Gratchev que la menace d'une intervention militaire russe de grande ampleur en Tchétchénie suffirait à faire plier cette dernière. En conséquence, les forces russes n'avaient pas établi de plans détaillés pour l'éventail des possibilités auxquelles elles risquaient d'avoir à faire face en terrain caucasien.

difficiles à évaluer de manière précise. Ils sont de toute façon très inférieurs à l'effort consenti par les Russes (31).

Le rapport de forces a été également très défavorable aux combattants tchéchènes sur le plan de l'armement et de l'équipement militaire : 1 650 chars et véhicules pour les forces fédérales (contre 14 pour les « rebelles »), 480 pièces d'artillerie (contre 23), etc. (32). Les forces aériennes russes ont en outre utilisé davantage d'armes de précision, quasiment absentes dans le premier conflit; beaucoup de sources avancent par ailleurs que les forces fédérales ont eu recours à certains types d'armes interdits par les conventions internationales. Les Russes avaient détruit le gros des moyens aériens dont disposait la Tchétchénie lors de la première guerre. Bien qu'amenuisées par rapport à la première guerre, les défenses anti-aériennes des forces tchéchènes restent non négligeables et ont joué un rôle dissuasif pour les forces aériennes russes. Si, comme dans le premier conflit, les forces tchéchènes ont eu recours à des missiles sol-air, beaucoup de ces engins ne sont pas opérationnels. Les combattants tchéchènes ont pâti des efforts fournis par les Russes (barrages, bombardements) pour couper les routes d'approvisionnement en pièces détachées et matériels (33). Côté russe, on a assisté, en 1999, à une accélération de la production dans certaines entreprises de défense (34) qui a profité en grande partie à l'effort de guerre en Tchétchénie (35). Pour cette seconde campagne, la Russie a excédé, ce qu'elle a d'ailleurs officiellement reconnu, les plafonds que lui autorise le Traité sur les Forces conventionnelles en Europe (FCE).

L'ensemble des experts, et même des responsables militaires russes, s'accordent à reconnaître que les mesures de réforme militaire mises en œuvre entre 1997 et 2000 ont porté en grande partie sur la réorganisation et la rationalisation des structures, mais que faute de moyens financiers, les aspects qualitatifs de la réforme (professionnalisation au moins partielle des forces, entraînement, R&D, modernisation des équipements...) ont dû être renvoyés à plus tard. Cependant, le processus de fusion et de réorganisation d'unités mis en œuvre par le ministère de la Défense dans tout le pays lui a permis de mobiliser un nombre beaucoup plus important d'unités opérationnelles qu'en 1994-96, et davantage d'officiers et de conscrits relative-

(31) 15 000 à 40 000 hommes selon les sources. Les estimations officielles russes évoquant généralement le chiffre de 3 à 4 000 hommes (*Nezavisimoe Voennoe Obozreniie*, 7-13 avril 2000, p. 1).

(32) Pour de plus amples détails, voir *Nezavisimoe Voennoe Obozreniie*, 24 décembre 1999-13 janvier 2000.

(33) *Military Balance 2000-2001*, International Institute of Strategic Studies, Londres, 2000, p. 113.

(34) Dans certains cas, bien avant le début des hostilités (fin 1998 – début 1999), ce qui tend à confirmer la thèse selon laquelle les autorités russes se préparaient depuis longtemps à une « revanche » dans le Caucase.

(35) Dans la première guerre, une plus grande partie des armements et équipements utilisés par les Russes étaient obsolètes. De plus, l'inadéquation et le manque d'entraînement des personnels engagés dans le combat aidant, l'entretien des armements était insuffisant.

ment bien entraînés (36). Là encore, c'est vrai surtout de la région militaire Caucase Nord. Toutefois, les formations venues des autres régions militaires (Moscou, Volga, Sibérie) sont passées, en général, par une phase d'entraînement spécifique dans leur région d'appartenance prolongée par un programme d'entraînement intensif lors de leur arrivée dans la région militaire Caucase-Nord. En conséquence, il a été plus aisé d'harmoniser les pratiques d'unités d'horizons différents. Les camps d'entraînement utilisés pour ce faire ont été maintenus après le premier déploiement de forces en octobre 1999, en vue d'entraîner d'autres hommes (rotation des personnels, remplacement des victimes puis formation de la 42<sup>e</sup> division de fusiliers motorisés qui doit faire partie de la force fédérale d'environ 25 000 hommes que Moscou veut déployer de manière permanente en Tchétchénie) (37). Même si, comme cela sera souligné par la suite, la coordination des forces relevant de services ou d'agences d'Etat différents n'est pas allée sans poser de problèmes, une des grandes leçons des échecs de la première guerre a donc été retenue.

Une autre différence substantielle entre les deux conflits est à relever : les autorités militaires russes ont fait appel à des unités élémentaires d'emploi plus souple, c'est-à-dire que chaque compagnie disposait de son soutien d'artillerie ou de sa batterie de mortier sur lesquels elle a contrôle direct (les commandants d'unités étant autorisés à définir eux-mêmes les cibles et à prendre la décision de feu de manière autonome). Cela constitue une rupture par rapport aux pratiques traditionnelles de l'armée russe, favorisant les procédures centralisées (notion de *befehlstaktik*), source de lourdeurs qui s'étaient manifestées de manière très directe sur le terrain lors de la première guerre de Tchétchénie (38). Les experts soulignent unanimement le gain d'efficacité que les forces russes ont retiré de cette « nouveauté ».

(36) L'idée des réorganisations et des fusions étant de permettre aux autorités militaires de concentrer l'effort financier consacré à l'entraînement sur un nombre plus restreint de formations, pour le rendre plus efficace. Les analystes s'accordent à dire que dans l'ensemble, les conscrits ont bénéficié, avant d'être envoyés au combat, d'une période d'entraînement plus longue que lors de la première guerre. Dans le souci, évoqué plus haut, de conserver le soutien de l'opinion publique, dans un premier temps, seuls les conscrits qui avaient fait au moins douze mois de service pouvaient être envoyés en Tchétchénie (par la suite, les autorités militaires ont dû réduire ce délai à six mois). Dans le premier conflit, beaucoup de conscrits avaient été envoyés dans le Caucase sans entraînement préalable, et nombre de militaires s'étaient vus confier des missions ne correspondant pas à leur spécialité d'origine. Dans un cadre où les unités étaient composées d'hommes qui n'étaient pas habitués à combattre ensemble, car venant de régions militaires, d'armées, voire de structures de force différentes, une des « lacunes » traditionnelles de l'armée russe s'était manifestée dans toute son acuité – la quasi-absence de sous-officiers de carrière, en conséquence de laquelle l'encadrement de contact des hommes du rang, dans leur majorité des appelés, est normalement la mission des jeunes officiers, qui laissent en fait les sous-officiers appelés assurer cet encadrement après quelques mois de service. Selon Pavel FELGENGAUER, jusqu'à 90 % des sergents dans l'armée russe sont des conscrits (« Russia's Forces Unreconstructed », *op. cit.*).

(37) Michael ORR, « Better or Just Not So Bad? An Evaluation of Russian Combat Effectiveness in the Second Chechen War », in Anne C. ALDIS (dir.), *The Second Chechen War, op. cit.*, pp. 89-90.

(38) Les pratiques étaient alors encore très centralisées (le commandement des forces fédérales devant attendre que les autorités centrales (ministère de la Défense, ministère de l'Intérieur, et autres) lui donnent le feu vert avant d'engager les forces dans telle ou telle action.

Par ailleurs, les autorités militaires russes avaient planifié beaucoup plus soigneusement leurs opérations qu'en 1994 (39). Il convient de rappeler brièvement les grandes lignes de la progression des forces fédérales en territoire tchéchène, marquée par une grande prudence (40). Dans un premier temps, elles ont avancé lentement dans les plaines qui vont de la frontière nord de la Tchétchénie jusqu'à la rivière Terek, au-delà de laquelle le paysage devient plus complexe (montagnes, collines, forêts, villes plus nombreuses). A la mi-octobre, elles avaient investi plus du tiers du territoire tchéchène. Le recours massif aux frappes aériennes et d'artillerie, trait marquant de la seconde « campagne tchéchène », visait, d'une part, comme cela a été souligné précédemment, à limiter le contact direct entre les « rebelles » tchéchènes et les forces fédérales; d'autre part, à désorganiser les formations tchéchènes, à gêner leur regroupement et leur ravitaillement, à casser leurs lignes de communications. Les frappes aériennes et d'artillerie ont en tout cas permis aux forces russes de repousser progressivement les forces rebelles dans les montagnes situées au sud de la république tchéchène, après avoir pris le contrôle de Grozny, en février 2000.

Les mêmes précautions ont d'ailleurs été prises pour la prise de la capitale tchéchène (engagée en décembre 1999, après la chute, à la mi-novembre, de la deuxième ville de Tchétchénie, Goudermès). L'entrée dans la ville s'est faite de manière prudente et progressive, alors qu'en 1995, les chars russes s'étaient engagés directement au cœur de Grozny. En 1999, les chars et l'artillerie sont, dans un premier temps, restés sur les pourtours de la ville, tandis que des éléments de l'infanterie, des forces spéciales et des unités de reconnaissance (41) pénétraient dans la ville pour tenter de distinguer les points de concentration des forces adverses et renseigner les forces fédérales sur les mouvements des « rebelles » tchéchènes, afin d'assurer que les unités russes ne seraient pas surprises lors de leur entrée dans la ville et de permettre à l'artillerie de tirer sur les propositions présumées des rebelles. Le recours massif à l'artillerie et aux frappes aériennes préalable à l'engagement des forces fédérales dans la ville, causant beaucoup plus de destructions que lors de la première guerre (42), a relativisé l'avantage de la partie

(39) Sur le contraste entre l'impréparation de la première guerre et la tradition de planification militaire soviétique, voir C.W. BLANDY, « Chechnya : Two Federal Interventions, An Interim Comparison and Assessment », *op. cit.*, pp. 16-18.

(40) Un expert britannique rappelle qu'une pause opérationnelle a été marquée par les forces russes suite aux opérations au Daghestan, puis une autre avant l'assaut sur Grozny, dans les deux cas pour permettre aux forces de se regrouper, de se rééquiper, de se ressourcer (Michael ORR, « Better or Just Not So Bad? An Evaluation of Russian Combat Effectiveness in the Second Chechen War », *op. cit.*, p. 87).

(41) Les forces russes ont attaché plus d'importance que dans la première guerre aux activités de reconnaissance et de collecte de renseignements, y compris par voie aérienne, ce qui leur a permis une appréciation globalement meilleure des positions des guérillas (voir *Military Balance 2000-2001*, *op. cit.*, p. 114).

(42) D'après certains commentateurs, les généraux russes se seraient alors prononcés pour la destruction totale de Grozny par bombardements aériens et frappes d'artillerie massives, mais les autorités politiques s'y seraient opposées (Pavel FELGENGAUER, « Russia's Forces Unreconstructed », *op. cit.*).

adverse en termes de connaissance du terrain (43). De ce dernier point de vue, les forces russes ont *a priori* mieux étudié les plans de la ville qu'en 1995. En cela, selon certaines sources, elles auraient également bénéficié de l'aide des forces de Beslan Gantemirov, dont les milices connaissent très bien le terrain, les positions probables des rebelles et les tactiques de ces derniers en milieu urbain. Début décembre 1999, les forces fédérales encerclaient Grozny presque intégralement. Ce cordon, même « incomplet », a empêché les rebelles de quitter la ville (ou leurs renforts d'y pénétrer) de manière organisée. Si la prise de Grozny a sans doute constitué l'étape la plus délicate et la plus douloureuse pour les forces russes, qui accusent toujours des faiblesses considérables en matière d'entraînement au combat urbain et ont été soumises à un harcèlement incessant des forces adverses (44), ne pouvant dans ce cadre éviter les combats rapprochés tant craints (45), les rebelles tchétchènes ont néanmoins dû céder et quitter la capitale début février.

UN ÉLÉMENT CENTRAL DES EFFORTS DE RÉFORME :  
L'INTEROPÉRABILITÉ ENTRE LES STRUCTURES DE FORCE

Le Groupe des forces fédérales, dans la seconde guerre, comporte une majorité de forces du ministère de la Défense. La première guerre avait fait la démonstration que les forces du ministère de l'Intérieur, qui, dans le second conflit comme dans le premier, avaient fourni le plus gros de la force « non-ministère de la Défense », n'ont ni les armements lourds, ni l'entraînement voulus pour des opérations contre des formations armées bien entraînées, bien organisées et disposant d'armements en quantités relativement importantes. C'est sur ce constat qu'a reposé le renforcement progressif, au cours des dernières années, du rôle interne des forces armées, rôle qu'officialise la nouvelle doctrine militaire, adoptée en avril 2000 (46). C'est également un des facteurs qui ont motivé les efforts fournis depuis 1997 par les autorités militaires russes en vue d'améliorer l'interopérabilité entre les forces du ministère de la Défense et les autres « structures de force » (47).

(43) Timothy L. THOMAS, « Grozny 2000 : Urban Combat Lessons Learned », *Military Review*, juillet-août 2000, pp. 50-58. Les forces fédérales auraient même utilisé des missiles tactiques, en « réponse » aux Tchétchènes retranchés dans les sous-sols, plus difficiles à atteindre et « pour une pression psychologique maximum – afin de montrer la vanité de continuer à résister face à un ennemi qui peut frapper en toute impunité et contre lequel aucune contre-mesure n'est possible » (*ibid.*, p. 57).

(44) Qui connaissent mieux le terrain, qui sont mieux préparées à des opérations en milieu urbain, qui usent abondamment des tirs en embuscade et des attaques surprises, notamment de nuit – ce qui accroît l'impact psychologique sur l'ennemi. Une autre pratique courante des *boeviki* est de se dissimuler parmi les populations civiles (*Nezavisimoe Voennoe Obozreniie*, 7-13 avril 2000, p. 1).

(45) Dans ce type de situations, les forces rebelles ont, dans le second conflit comme dans le premier, la plupart du temps eu le dessus sur les forces russes.

(46) Texte intégral in *Nezavisimaïa Gazeta*, 22 avril 2000.

(47) Dans le second conflit, outre les forces du ministère de la Défense et du MVD, ont été engagées les forces du FPS, du FAPSI, du MTchS, du FSB, des éléments des forces du Train.

Une des orientations principales des initiatives engagées par le Haut Commandement russe pour intégrer les enseignements de la première guerre de Tchétchénie dans ses programmes de réforme militaire réside dans le renforcement de la coordination et de l'interopérabilité entre les structures de force. Les programmes de réforme adoptés en 1998 prévoient l'homogénéisation, à terme, des structures territoriales de commandement et d'administration des différentes structures de force, et la consolidation autour des régions militaires, qui seront renforcées, de toutes les autres forces militaires et paramilitaires rattachés à d'autres ministères et agences de l'État. Ainsi, le commandant de région militaire devra être « *le commandant direct de tout le personnel de la région militaire et... responsable de la préparation au combat et à la mobilisation... de l'entraînement et de l'entretien... des forces de la région militaire, de l'exécution des missions opérationnelles (de combat) et autres missions dont est investie la région militaire, ainsi que de la préparation à des missions dans le domaine de la défense des [formations] des forces armées, des autres forces, formations et organes militaires déployés sur le territoire de la région militaire* » (48). Cet axe de la réforme correspond au souci de réduire la masse des personnels administratifs (chacune des régions des différentes structures de force ayant des états-majors locaux, avec des personnels plus ou moins importants, des dépôts, des hôpitaux, des réseaux de transport souvent redondants entre eux (49). Toutes ces composantes devront être réunies en un système unifié, ce qui doit permettre de réduire les coûts.

Un autre élément peut expliquer cette dimension de la réforme, qui renforce l'ascendant de l'armée par rapport aux autres structures de force : le pouvoir politique, après s'être beaucoup appuyé sur la mise en concurrence entre l'armée et les autres structures (en jouant sur la répartition des crédits, des équipements et des hommes), a constaté les limites et les risques de cette stratégie. De fait, le manque de coordination et de coopération entre les structures de force dans la première guerre en Tchétchénie, les difficultés alors rencontrées dans le commandement de forces combinées relevant de structures de force différentes ont alerté les autorités russes, conscientes en 1996 de ce que l'instabilité dans le Caucase du Nord allait persister. Les souvenirs des conséquences de la mauvaise coordination entre les structures de force (en premier lieu entre le ministère de la Défense et le MVD), des communications défectueuses entre elles sont en effet cuisants. La grande insuffisance de la préparation des structures de force à travailler ensemble avait conduit au mieux à des pertes de temps et une dispersion des énergies liées à la nécessité de « faire connaissance » directement sur le terrain, en des laps de temps très réduits, au pire à des pertes humaines. Ces

(48) Décret présidentiel sur « La division militaro-administrative de la Fédération de Russie », n° 900, 27 juillet 1998 ; *Krasnaïa Zvezda*, 9 août 1997.

(49) Héritage de l'époque soviétique, les régions administratives des forces de l'Intérieur, du Service fédéral des gardes-frontières (FPS), du Service fédéral de sécurité (FSB), etc., ne correspondent pas au découpage administratif des régions militaires.

phénomènes tenaient, entre autres, aux rivalités entre les structures de force qui se sont développées au cours des dernières années en raison d'un contexte budgétaire devenu très tendu. Ces rivalités, encouragées par le pouvoir politique, ont poussé les structures de force à cultiver leur différence, déjà source d'une grande hétérogénéité au sein de l'appareil de sécurité russe. Une hétérogénéité qui ne se justifie sans doute plus à l'heure où les menaces reconnues comme les plus immédiates exigent des opérations, en Russie même ou dans sa proche périphérie, engageant non plus exclusivement l'armée, le ministère de l'Intérieur ou le Service fédéral des gardes-frontières, mais leurs efforts conjoints. Les grands axes de la réorganisation de la région militaire Caucase Nord ont été en grande partie déterminés par la nécessité reconnue de mettre fin à ces phénomènes (50). Presque tous les exercices qui s'y sont tenus entre 1997 et 1999 impliquaient les différentes structures de force (51).

Fruit de ces efforts, la seconde guerre de Tchétchénie a témoigné d'une amélioration de la coordination entre les différentes forces. Cependant, l'ensemble des hauts responsables militaires s'accordent à reconnaître que malgré des évolutions positives, le contrôle et le commandement, en conditions réelles, des forces fédérales composites ont posé des problèmes (52), ne serait-ce qu'en raison de lacunes d'ordre doctrinal sur les modalités des interactions sur le terrain entre des forces de subordination différentes. Un auteur britannique souligne d'ailleurs qu'autant que possible les autorités russes ont évité de « mélanger » des forces de subordination différentes, et en tout cas ont donné aux unes et aux autres des objectifs séparés (53), ce qui semble indiquer que l'impact des réformes entreprises est encore limité. On peut citer ici d'autres signes et illustrations de la persistance de dysfonctionnements : pertes par effet fratricide (54) causées par des tirs des forces aériennes russes (VVS), liées au manque d'entraînement commun entre les VVS et les forces « non-ministère de la Défense », notamment celles du ministère de l'Intérieur (MVD) (55); mauvaise coordination entre l'artillerie des unités du ministère de la Défense et leurs homologues du MVD; diffi-

(50) Steven J. MAIN, « North Caucasus Military District : Defending Russia's Interests in the Caucasus (1996-August 1999) », Conflict Studies Research Centre, juin 2000, 44 p.

(51) Pour une synthèse détaillée des activités d'entraînement dans la région militaire Caucase Nord depuis la fin de la première guerre de Tchétchénie, voir *ibid.*, pp. 39-42.

(52) « Kontrterroristicheskaïa operatsiia : osnovnye ouroki i vyvody » [L'opération contre-terroriste : principales leçons et conclusions], Dossier spécial, in *Voennaïa Mysl'*, n° 4, juillet-août 2000, pp. 5-24.

(53) Michael ORR, « Better or Just Not So Bad? An Evaluation of Russian Combat Effectiveness in the Second Chechen War », *op. cit.*, p. 86.

(54) Il convient de rappeler que dans la guerre du Golfe, les forces alliées ont essuyé, elles aussi, un certain nombre de pertes par effet fratricide.

(55) Cette insuffisance est confirmée par le commandant en chef des VVS, le général Kornoukov, qui souligne « l'expérience insuffisante en termes d'interaction avec l'aviation » des forces du MVD, ou encore par le général Tikhomirov, commandant des forces du MVD (« Kontrterroristicheskaïa operatsiia : osnovnye ouroki i vyvody », p. 7 et p. 17).

cultés dans les communications entre les structures de force (56) et dans l'identification mutuelle, les unes et les autres ne partageant pas nécessairement les mêmes codes et signaux (57); plaintes des forces du ministère de la Défense sur le manque de volonté présumé des autres structures de force de mener des actions solidaires, et vice versa... Le général Viatcheslav Tikhomirov, commandant des forces du MVD, déplore l'absence d'un système unifié de désignation des cibles, d'identification mutuelle et de communications (58). Les équipements et matériels dont disposent les différentes structures de force ne sont toujours pas interopérables.

Ces lacunes et difficultés ne s'expliquent pas uniquement par l'insuffisance persistante des crédits d'entraînement. Des facteurs d'ordre politique sont également à prendre en compte. Il en va ainsi de l'origine des projets de réforme des régions militaires, projets pour lesquels la région du Caucase du Nord apparaît comme une région-test. S'il est clair que l'un des objets des axes de cette réforme est bien de permettre le renforcement de l'interopérabilité entre les structures de force, ces dernières y voient également, et sans aucun doute à juste titre, une traduction de la volonté de l'Etat-Major général de leur imposer son autorité. De fait, l'un des chevaux de bataille du général Kvachnine, Chef de l'Etat-Major général, est de restreindre autant que faire se peut l'autonomie des autres structures de force. Par l'homogénéisation des structures de commandement et de contrôle qui renforce les régions militaires, il espère notamment « récupérer » le contrôle de tout ou partie des budgets des autres structures de force. Ces dernières, jalouses de leur autonomie, s'opposent naturellement à ces ambitions. Ces conflits se sont reflétés dans les rivalités pour le commandement et le contrôle des opérations en Tchétchénie, même si à cet égard les processus ont été nettement plus clairs que lors de la première guerre (59). On a de ce point de vue une situation paradoxale : lors de la deuxième guerre de Tchétchénie, le fait que le contrôle opérationnel des forces, confié au ministère de la Défense *via* la région militaire Caucase Nord, soit clairement identifié (60) a sans aucun doute contribué à l'amélioration relative des « performances » des forces fédérales par rapport au premier conflit ; dans le même temps, l'affirmation de l'autorité du ministère de la Défense sur les autres structures a été source de blocages et de difficultés sur le terrain. La presse a fait état de la permanence de tensions entre les forces du ministère de la Défense et celles du

(56) Comme dans la première guerre, l'incompatibilité entre les systèmes radios et les fréquences des différentes composantes des forces russes a miné dans bien des cas l'efficacité des communications au sein des forces fédérales.

(57) Timothy L. THOMAS, « Grozny 2000 : Urban Combat Lessons Learned », *op. cit.*, pp. 56-57.

(58) « Kontrterroristicheskaïa operatsiia : osnovnye ouroki i vyvody », *op. cit.*, p. 17.

(59) Il est difficile de dire si le fait que, au moment de l'opération des forces russes au Daghestan en août-septembre 1999, le contrôle et le commandement soient passés des mains du ministère de l'Intérieur à celles du ministère de la Défense a beaucoup à voir avec ces rivalités. C'est en tout cas patent pour ce qui concerne la première guerre, dans laquelle le commandement des opérations avait à différentes reprises changé de mains, passant du ministère de la Défense au ministère de l'Intérieur et vice versa.

(60) Le général Kazantsev avait pour adjoints des représentants des autres structures de force.



MVD (61), entre les forces terrestres et les forces aéroportées (62). Par ailleurs, différents experts ont souligné un facteur aggravant de ces phénomènes : la faiblesse des fondements légaux définissant clairement la répartition des tâches et missions entre les différentes agences, ministères et structures de force, leurs rôles respectifs en fonction de la nature du conflit intérieur, etc. La doctrine militaire exprime la conscience que les hauts responsables russes ont de ces problèmes lorsqu'elle évoque, à plusieurs reprises, la nécessité d'établir une organisation militaire unifiée.

En dehors de ces difficultés, différents problèmes rencontrés par les forces fédérales lors de la première guerre se sont confirmés dans le second conflit, même si souvent avec une moindre gravité : problèmes sur la diffusion et l'analyse de l'information, sur l'évaluation de la situation et des capacités des forces adverses, lourdeurs dans la préparation des décisions, faiblesse de l'expérience des forces russes en matière de planification d'une opération dans toutes ses étapes et dans des délais restreints, connaissance des lieux insuffisante, manque de fiabilité des prévisions sur les conditions météorologiques, manque de précision dans la définition de l'emplacement des cibles, dans la définition des missions de l'artillerie, dans l'orientation topographique et tactique en terrain montagneux (63), manque de cartes dans les formations appelées à engager des opérations spéciales... (64). Les experts constatent unanimement que l'armée russe, en dépit des expériences de l'Afghanistan et du premier conflit tchétchène, n'a toujours qu'une connaissance limitée des conditions et modalités du combat de guérilla (65). Les forces fédérales ont également manqué de certaines catégories de personnels – forces aéroportées (66), contrôleurs de navigation aérienne, manque de personnels compétents pour l'utilisation des armements aéronautiques (67), etc. Les spécialistes de ces catégories ont ainsi dû rester plus longtemps sur le terrain avant de pouvoir être remplacés (68). Les autorités mili-

(61) Les secondes accusant à diverses reprises les premières de ne les avoir pas correctement informées sur les mouvements de l'ennemi, voire de faire preuve de mauvaise volonté lorsqu'il s'agissait de leur prêter assistance dans des situations délicates.

(62) Depuis l'éclatement de l'URSS, les différends sont vifs entre ces deux services. L'une des causes majeures de ces différends réside dans la priorité attachée, pendant les années Gratchev, aux forces aéroportées (VDV) dont le ministre était issu. Son intention était de faire la part belle aux VDV dans son projet de réforme militaire visant à l'établissement d'une armée plus compacte, plus mobile. L'idée ne pouvait que déplaire aux forces terrestres, hostiles au statut indépendant des VDV, et désireuse de conserver leur traditionnelle prédominance dans la structure des forces armées soviétiques puis russes.

(63) Définition de la rapidité des pentes, des hauteurs absolues et relatives, etc.

(64) Dossier spécial « L'opération contre-terroriste : principales leçons et conclusions », *op. cit.*

(65) Michael ORR, « Russia's Chechen War Reaches Crisis Point », *op. cit.*, p. 18.

(66) En conséquence la décision a été prise de renforcer les effectifs des forces aéroportées, qui passeront de 40 000 hommes à 44-45 000 d'ici à la fin de 2001 (*Interfax*, 30 juillet 2000). Lors de la seconde campagne tchétchène, environ 10 % des effectifs totaux des forces aéroportées ont participé aux combats.

(67) Là encore, cette situation reflète l'état général des forces armées russes. Le taux d'accident dans les forces aériennes a considérablement augmenté depuis la disparition de l'Union soviétique : un accident pour 12 000 à 13 000 heures de vol dans les années 90 contre un accident pour 26 000 heures dans les années 80. Un facteur majeur en est la forte réduction des activités d'entraînement des pilotes mais aussi des personnels gérant l'organisation et le contrôle des vols. Le temps de vol annuel moyen des équipages ne serait actuellement que de 10 à 25 heures (*SWB*, 30 septembre 2000, p. S 1/2).

(68) *Military Balance 2000-2001*, *op. cit.*, p. 114.

taires russes reconnaissent que les soldats contractuels (environ 40 % des forces fédérales engagées en Tchétchénie) sont dans leur ensemble des personnels de qualité médiocre, peu fiables, indisciplinés, ne remplissent pas nécessairement leurs obligations jusqu'au terme convenu (69), n'ont souvent pas un entraînement suffisant (pour certains moins que les conscrits). Enfin, les forces russes ont souffert de lacunes sur le plan de l'approvisionnement en munitions et matériels, alimentation, produits médicaux, malgré les précautions prises avant le début de la seconde campagne pour améliorer les soutiens logistiques, un des grands points faibles de la première campagne tchétchène. Quant à la crise financière aiguë qu'a subie l'industrie de défense au cours de la dernière décennie, la reprise soudaine de la production dans les entreprises militaires permise par l'amélioration de la situation budgétaire russe en 1999 et 2000 n'a pas suffi à en pallier les effets. En conséquence, des pénuries se sont fait sentir dans différentes catégories d'armes et d'équipements, avec notamment un manque de systèmes de commandement automatisés modernes. De même, le réapprovisionnement des forces, notamment les forces aériennes, en carburants, matériels, et autres a souvent été difficile.

En fait, le recours intensif aux frappes aériennes et d'artillerie a masqué le fait que depuis 1996, la structure des forces armées ne s'est guère modifiée, leur armement ne s'est guère modernisé. En dépit de la volonté affichée par le ministère de la Défense, l'insuffisance de l'entraînement perdure, notamment en milieux montagneux, forestier et urbain (aussi bien pour les forces du ministère de la Défense que pour celles de l'Intérieur), faute de financements idoines. « *Dans les batailles d'infanterie dans les villes et les montagnes, les troupes russes ont toujours été inférieures pour ce qui est de l'entraînement et du commandement* », souligne un expert britannique des questions militaires russes (70). Relativement aisé dans les plaines au nord de la Terek, le recours à l'artillerie se fait plus délicat au sud (villes, montagnes, forêts) et nécessite des compétences plus pointues, dont ne disposaient pas nécessairement les militaires présents sur le terrain. Les forces russes constatent par ailleurs que le recours aux bombardements aériens et à l'artillerie n'est sans doute pas la réponse la plus appropriée à ce à quoi elles sont confrontées depuis qu'elles contrôlent la quasi-totalité du territoire tchétchène sans être pour autant venues à bout de la résistance des *boeviki* : actes de guérilla, de sabotage, tirs récurrents contre leurs baraquements, opérations suicides contre leurs bases, embuscades, mines placées sur le trajet de leurs convois, un problème dont la gravité n'a fait que croître au cours des derniers mois... Les frappes massives contre le territoire tchétchène ont non seulement abouti à la destruction, outre de moult cibles militaires (bases présumées, dépôts de munitions, etc.), de la quasi-totalité du réseau électri-

(69) Source Etat-Major général, ITAR-TASS, 28 septembre 2000.

(70) Michael ORR, « Russia's Chechen War Reaches Crisis Point », *op. cit.*, p. 16.

que, de ponts, d'infrastructures de traitement et de distribution d'eau, de l'ensemble des communications téléphoniques de la Tchétchénie. Elles ont aussi causé des pertes considérables (bien que difficiles à chiffrer) dans la population civile, et un mouvement massif de réfugiés tchétchènes vers l'Ingouchie voisine très délicat à gérer (71). Quant à l'objectif de l'Etat-Major général de limiter les pertes en hommes, il est loin d'être atteint. En un peu plus d'un an, les forces russes auraient perdu 2 500 à 3 500 hommes, 8 000 à 10 000 autres seraient blessés (selon les sources officielles), chiffres supérieurs aux valeurs annuelles moyennes correspondantes enregistrées lors de la guerre d'Afghanistan et de la première de Tchétchénie (72).

### CONCLUSION

La seconde guerre de Tchétchénie a été marquée par un climat politique et psychologique plus favorable que dans le premier conflit, par la désinformation et par le recours massif à la force aérienne et d'artillerie. Ces éléments ont largement contribué à masquer les lacunes de la réforme militaire mises en évidence par cette guerre. Ces lacunes constituent un facteur essentiel de la réactivation récente du débat sur la restructuration de l'armée et des structures de force. La décision a notamment été prise, courant novembre 2000, de modifier la répartition des crédits de défense, dans un sens plus favorable aux forces conventionnelles (au détriment des forces stratégiques, jusqu'à aujourd'hui prioritaires dans l'allocation des crédits d'acquisition). Evoquant ce qu'avec lui nombre de responsables civils et militaires russes voient comme un déséquilibre entre forces stratégiques et forces conventionnelles, le général Nikolaev, président de la commission de défense à la Douma, soulignait ainsi en juillet dernier que l'incapacité des forces russes à maintenir un groupe de 60 000 hommes dans le Caucase du Nord constituait une des illustrations les plus flagrantes des faiblesses de l'armée russe.

Bien que les *boeviki* tchétchènes aient *a priori* perdu la possibilité de mener des actions d'envergure contre les forces russes, ils ne leur infligent pas moins des torts considérables. Depuis l'été, elles engagent régulièrement des opérations du type attentats-suicides contre les casernes russes, les mines causent un nombre croissant de victimes du côté fédéral. Fatiguée des contraintes imposées par les forces russes, des ratissages réguliers auxquels elle est soumise, quand il ne s'agit pas de violences, la population tchétchène

(71) Plus de 200 000 personnes, selon l'ensemble des sources.

(72) En conséquence, l'armée russe s'est trouvée confrontée à une aggravation de la « crise de la conscription ». A l'automne 1999, 18,6 % des appelés ne se sont pas présentés, soit deux fois plus qu'en 1998, ce qui s'explique principalement par la crainte des jeunes Russes d'être envoyés combattre en Tchétchénie (*Nezavisimaja Gazeta*, 5 avril 2000). Cette circonstance a compliqué la tâche des autorités militaires pour ce qui concerne le remplacement des conscrits qui ont fini leur service (le temps de service en Tchétchénie compte double du temps de service militaire normal).

semble avoir repris les actes de subversion et de sabotage, en soutien indirect aux chefs de guerre tchéchénes. Face à ces évolutions, la presse russe a adopté un ton plus critique, parle d'enlèvement, s'interroge sur le risque d'une guerre de guérilla prolongée, rappelle que le ministre de la Défense, Igor Sergueev, avait annoncé la fin des opérations pour la fin de l'année 1999... Tandis que Pavel Felgengauer évoque régulièrement le « cercle vicieux » dans lequel se trouvent les forces fédérales dans le Caucase du Nord, le rédacteur en chef du supplément militaire de la *Nezavisimaja Gazeta* regrettait, dès avril 2000, que les autorités militaires russes se satisfassent de ce que leurs forces aient investi la quasi-totalité du territoire de la Tchétchénie alors même qu'au sein de ces forces, les pertes humaines se multiplient à un rythme sans précédent depuis le début de la guerre. Tandis que l'opinion donne des signes de lassitude, que des tensions apparaissent, au sujet de la Tchétchénie, entre les autorités politiques et les responsables des structures de force, les forces russes sur place se sentent abandonnées à leur sort, comme dans le premier conflit, et se livrent de plus en plus fréquemment à des exactions sur les populations civiles. La guerre a donc changé de visage au cours des derniers mois, mais la « question tchéchéne » se pose toujours avec la même intensité.